

REGLEMENT DE CONSULTATION

**CONCESSION DE SERVICE PUBLIC: SELECTION D'ENTREPRISES POUR LES
OPERATIONS DE FOURRIERE AUTOMOBILE DANS LE VAL-DE-MARNE.**

**DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES
ET DES OFFRES**

1^{er} avril 2019 à 16h00

ARTICLE 1

OBJET DE LA CONSULTATION

La concession de service public des fourrières automobiles a pour objet de confier, pour le compte de l'Etat, représenté par le Préfet du Val-de-Marne, autorité responsable, la gestion du service public des fourrières automobiles sur le secteur d'activité défini à l'article 2 de ce règlement de consultation, à la suite de l'annulation de la procédure de concession de service public lancée le 26 mai 2018 par le tribunal de Melun par ordonnance du 12 novembre 2018.

La présente consultation aboutira, aux termes de cette procédure, à la sélection d'entreprises pour l'exécution des opérations de fourrière automobile à compter du 1^{er} août 2019. Elle est passée en application de l'ordonnance 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et de son décret d'application n° 2016-86 du 1^{er} février 2016.

ARTICLE 2

SECTEURS D'ACTIVITE SOUMIS A LA PUBLICITE ET LA MISE EN CONCURRENCE

Le secteur d'activité soumis à la mise en concurrence est le suivant :

- **secteur d'activité couvrant la Circonscription de sécurité de proximité de Nogent-sur-Marne** (communes de Nogent-sur-Marne, Bry-sur-Marne, Joinville-le-Pont et le Perreux-sur-Marne) et **la Circonscription de sécurité de proximité de Fontenay-sous-Bois.**

Les caractéristiques qualitatives et quantitatives de la délégation de service public des fourrières automobiles pour le secteur concerné du département du Val-de-Marne sont indiquées à l'annexe 1.

ARTICLE 3

DUREE DE LA CONCESSION DE SERVICE PUBLIC

Le contrat de concession prendra effet à la date du 1^{er} août 2019. Il sera conclu pour cinq ans, renouvelable chaque année par tacite reconduction.

ARTICLE 4

ORGANISATION DE LA MISE EN FOURRIERE SUR LE SECTEUR D'ACTIVITE

Une société ou un groupement de sociétés peut être candidat.

ARTICLE 5

CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Il est composé des pièces suivantes :

- le présent règlement de consultation
- l'annexe 1 : caractéristiques quantitatives et qualitatives de la délégation de service public ; ces informations sont données à titre indicatif sur la base de données issues de l'exécution de la précédente délégation de service public et n'ont pas de valeur contractuelle ;
- l'annexe 2 : modalités d'agrément des gardiens de fourrière automobile dans le Val-de-Marne

- l'annexe 3 : cahier des charges relatif à la délégation de service public fourrière automobile dans le Val-de-Marne ;
- l'annexe 4 : les quatre documents à renseigner relatifs aux critères visés à l'article 9.
- L'annexe 5 : adresse des mairies

Le dossier de consultation peut être téléchargé via la Plateforme des Achats de l'État (PLACE)

ARTICLE 5

MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Préfet du Val-de-Marne se réserve le droit d'apporter au plus tard 15 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

La date limite de réception des offres peut être reportée par décision préfectorale.

ARTICLE 6

PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le dossier à remettre par les candidats doit contenir les pièces permettant d'apprécier l'aptitude du candidat à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, les pièces permettant de justifier les capacités professionnelles et financières du candidat ainsi que celles permettant le contrôle de la régularité de la situation du candidat au regard de ses obligations sociales et fiscales ; les pièces demandées doivent être transmises, en cas de groupement, par chacun des membres du groupement .

Le dossier à remettre par les candidats sera placé sous une enveloppe cachetée qui contiendra deux enveloppes A et B également cachetées ; il comprendra les pièces suivantes :

6.1 Dans la première enveloppe intérieure A: recevabilité des candidatures

Au titre des capacités professionnelles et financières :

- une lettre de candidature présentée sous la forme de l'imprimé DC1 complété et signé
- la déclaration du candidat présentée sous la forme de l'imprimé DC2 complété et signé .

En cas de groupement, il faudra indiquer la forme de groupement, les membres du groupement ainsi que le nom de la société mandataire. Elles seront signées par une personne habilitée de chacun des membres du groupement ou accompagnée du pouvoir donné par chaque cotraitant au mandataire pour la présentation du dossier de candidature ;

Les imprimés DC 1 et DC 2 sont disponibles sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>

- l'inscription au registre du commerce et des sociétés (extrait original Kbis de moins d'un mois), et le cas échéant l'extrait original Lbis de moins d'un mois ;
- les statuts de l'entreprise ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- le règlement de consultation pour la présentation d'une candidature signé et accepté (sur la 1^{ère} page) ;
- L'extrait des bilans et des comptes annuels de résultats ou comptes consolidés sur les trois derniers exercices, ou depuis la création de la structure candidate, si elle est plus récente ;
- une déclaration relative au chiffre d'affaires global en euros Hors Taxe du candidat et au chiffre d'affaires en euros Hors Taxe réalisé dans l'activité concernée par la consultation ;

- les attestations d'assurances (convention automobile) avec en particulier l'attestation justifiant d'une garantie pour un montant illimité contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que le candidat pourrait encourir en raison de son activité professionnelle ;
- une note sur les moyens humains et matériels, les terrains sécurisés et gardés, les installations fixes, le matériel d'intervention, les modalités de liaison (radio, téléphonie mobile), le contrôle d'accès ;
- les photocopies des permis de conduire de tous les conducteurs de véhicules ;
- une copie des cartes grises et autorisations de mise en circulation (cartes blanches) de tous les véhicules dont le candidat dispose au moment du dépôt de la candidature ;
- la liste du personnel de l'entreprise avec sa qualification ;
- la liste des délégations de service public et contrats dont le candidat est titulaire en cours

Au titre du contrôle de la régularité de la situation du candidat au regard de ses obligations sociales et fiscales :

- l'état annuel des certificats reçus (Imprimés NOTI 2) ou à défaut :
 - certificats des administrations fiscales (imprimés n°3666-1 à 3666-4) ;
 - certificats des administrations sociales (URSSAF ou Caisse générales, Caisse des congés payés) ;
- l'attestation de l'AGEFIPH (régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L 5212-2 à L 5212-5 du code du travail)

À titre de règle pratique, il appartient aux candidats de produire dans leur dossier de candidature une photocopie de chacun de ces certificats sur laquelle ils porteront eux même la mention manuscrite suivante :

« Je soussigné (nom et qualité du signataire)..... agissant au nom de l'Entreprise (Y).... , atteste sur l'honneur que la présente photocopie est conforme à l'original. » (Date et signature)

L'attention des candidats est attirée sur le fait que ces attestations devront être impérativement établies à la date de la candidature par les administrations concernées. Ils se procurent les documents correspondants auprès des organismes compétents.

- *Attestation sur l'honneur accompagnée des justificatifs permettant de prouver que le candidat ou les membres du groupement ne sont pas frappés d'une interdiction de candidater au regard des articles 39, 40 et 42 de l'ordonnance n°2016-65 et que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés en application de l'[article 45 de l'ordonnance du 29 janvier 2016 susvisée](#) et dans les conditions fixées aux articles 20 et 21, sont exacts ».*
- un extrait de casier judiciaire (bulletin n°3) du représentant légal de l'entreprise (de moins de trois mois);

L'ensemble de ces pièces doit être transmis, en cas de groupement, par chacun des membres du groupement.

6.2 Dans la seconde enveloppe intérieure B: appréciation des offres

L'entreprise candidate devra fournir :

- copie de l'agrément préfectoral relatif à l'activité d'exploitant de fourrière prévu à l'article R,325-34 du code de la route. Le concessionnaire devra disposer de cet agrément à la date de mise en service de l'exploitation ; s'il ne l'a pas au moment du dépôt de l'offre, il devra le préciser et adresser le justificatif du dépôt de sa demande en préfecture du Val-de-Marne pour l'obtention de l'agrément ;

- le bail (ou promesse de bail) ou le titre de propriété (ou promesse de vente) des installations précisant l'adresse du (des) terrain(s) et des installations situées dans le département du Val-de-Marne ou tout autre document prouvant que le titulaire du contrat de concession pourra disposer de locaux pour la durée du contrat ;
- un plan de situation et un plan de masse du ou des dépôts (s) de l'entreprise ;
- le cahier des charges paraphé sur toutes les pages, daté et signé par le représentant de la société de fourrière ou par tous les représentants du groupement de société de fourrière avec apposition d'un cachet authentifiant la ou les société(s) ;
- les annexes 4 au présent règlement de consultation qui sont à compléter, dater et signer par le représentant de la société de fourrière ou par tous les représentants du groupement de sociétés de fourrières (*pour un groupement, chaque membre doit compléter ces documents en ce qui le concerne*) accompagnées des relevés MAPPY demandés ;

ARTICLE 7

CRITERES DE RECEVABILITE DES CANDIDATURES

- Aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.
- Garanties professionnelles, administratives et financières

Les demandes incomplètes pourront être régularisées par courrier, courriel ou par dépôt à la préfecture, dans un délai de 48 h après l'ouverture de la première enveloppe par l'administration ; les demandes non conformes par rapport aux dispositions de l'article 6 fixant les conditions de présentation des candidatures seront rejetées.

ARTICLE 8

DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de cent vingt jours à compter de la date de réception des offres.

ARTICLE 9

CRITERES D'APPRECIATION DES OFFRES

1^{er} critère : Distance entre le(s) lieu(x) de fourrière et les lieux d'enlèvement, à savoir les communes relevant du secteur (pondération 35%) – tableau en annexe 4.1

Ce critère permet d'apprécier la localisation du ou des dépôt(s) du candidat au regard de la nécessité d'une intervention rapide en tous points du secteur concerné.

Il est mesuré en fonction de la durée (en minute) constatée au moyen du site MAPPY <http://fr.mappy.com>, entre le(s) lieu(x) de fourrière et le lieu de référence (adresse de la mairie, voir annexe 5) de chaque commune du secteur. :

Modalités de consultation de MAPPY :

Aller sur le site : <http://fr.mappy.com>

Cliquer sur l'onglet « Itinéraire »

Indiquer :

Adresse de départ : l'adresse du site de la fourrière

Adresse d'arrivée : indiquer l'adresse des lieux d'enlèvement de référence (cf. liste des adresses en annexe 5 du présent règlement de consultation).

Cocher « le plus rapide »

Cocher le choix de véhicule : poids lourds, PTAC < 3,5 t (2 essieux)

Les candidats reportent dans l'annexe 4.1 du présent règlement de consultation :

- l'adresse du ou des lieu(x) de fourrière affecté(s) pour le secteur sur lequel ils candidatent ;
- le temps de trajet obtenu (en minutes) entre le(s) lieu(x) de fourrière et le lieu d'enlèvement de référence, en consultant MAPPY (cf. supra), pour chacun des lieux de fourrière.

Dans le cas où un candidat propose plus de trois lieux de fourrière pour un secteur, il devra compléter la même annexe 4.1 pour le reste des lieux de fourrière sur ce secteur.

Dans le cas d'un groupement, chaque membre du groupement complète une annexe 4.1 pour le(s) lieu(x) de fourrière proposé(s) sur ce secteur.

Le report est obligatoire pour la totalité des adresses des lieux de référence figurant dans l'annexe 4.1. Les candidats n'effectuent aucun calcul.

Fournir une copie de la recherche MAPPY. Les données seront vérifiées par les services de la préfecture.

2ème critère : Moyens humains et matériel prévus pour l'exécution de la concession de service public fourrière automobiles du Val-de-Marne sur le secteur après exclusion des moyens indispensables pour l'exercice de son (ses) autres contrats ou activité (s) (pondération 30 %) – tableau en annexe 4.2.

Éléments à compléter par le(s) candidats(s) :

Le candidat indique, dans l'annexe 4.2, les moyens humains et matériels qu'il prévoit d'affecter à l'exécution de la mission de service public des fourrières automobiles pour le Val-de-Marne, sur le secteur : nombre de chauffeurs et qualification, nombre de véhicules d'enlèvement et capacité d'enlèvement, surface en m². **Il doit exclure de sa proposition les moyens tant humains que matériels qui lui sont nécessaires pour l'exercice de ses autres activités(s).**

Dans le cas où cette condition ne serait pas remplie, la préfecture se réserve la possibilité de demander au candidat de régulariser son offre.

Dans le cas d'un regroupement de candidats sur un secteur, compléter une annexe 4.2 par membre du groupement.

3ème critère : accueil du public (pondération 20 %) - tableau en annexe 4.3

Les horaires indiqués dans le cahier des charges constituent un seuil minimum. Les candidats sont libres de proposer des horaires d'ouverture plus étendus

Les candidats reportent dans l'annexe 4.3 du présent règlement de consultation :

- l'adresse du ou des lieu(x) de fourrière affecté(s) pour le secteur sur lequel ils candidatent ;
- les horaires d'ouverture au public au-delà des horaires minimum imposés par le cahier des charges

Les candidats indiquent le personnel qu'ils prévoient d'affecter à la mission « accueil et restitution des véhicules aux usagers »

4ème critère : accès du public (pondération 15 %) - tableau en annexe 4.4

Ce critère permet d'apprécier la proximité et la diversité des transports en commun par rapport au(x) dépôt(s) du candidat au regard de la possibilité pour les usagers de récupérer leur véhicule dans de bonnes conditions après avoir obtenu une main levée et un ordre de restitution du commissariat de police compétent

Il est mesuré en fonction de la durée du trajet piéton (en minute) constatée au moyen du site MAPPY <http://fr.mappy.com>, entre le(s) lieu(x) de fourrière et le lieu de référence (adresse des commissariats de police territorialement compétents). Fournir une copie de la recherche MAPPY.

Les candidats reportent sur l'annexe 4.4, au départ de chaque commissariat de référence, le temps de trajet obtenu (en minutes) entre l'adresse (indiquer l'adresse géographique) de la station/arrêt/gare de chaque mode de transport en commun la plus proche de son lieu de fourrière, en consultant MAPPY (cf. supra).

Modalités de consultation de MAPPY :

Aller sur le site : <http://fr.mappy.com>

Cliquer sur l'onglet « Itinéraire »

Indiquer :

Adresse de départ : adresse du commissariat de police

Adresse d'arrivée : indiquer l'adresse du lieu de fourrière

Option : « **transports en commun** »

Cette opération devra être effectuée pour chacun des lieux de fourrière affectés au secteur.

Dans le cas d'un groupement, chaque membre du groupement complète une annexe 4.4 pour le(s) lieu(x) de fourrière proposé(s) sur ce secteur.

Les candidats n'effectuent aucun calcul. Les données seront vérifiées par les services de la préfecture. Seuls les modes de transports à 20 minutes au plus à pied du lieu de dépôt et dont la fréquence est inférieure ou égale à 20 minutes (fournir un justificatif de la fréquence ou des horaires), seront pris en compte lors de l'évaluation.

En cas d'offres jugées équivalentes, le préfet se réserve la possibilité de négocier avec les candidats concernés.

ARTICLE 10

NEGOCIATION

A l'issue de l'analyse des offres, l'autorité préfectorale se réserve la possibilité de négocier avec un ou plusieurs candidats ayant présenté une offre, en application de l'article 46 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et de l'article 26 du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016. La négociation ne pourra porter que sur les critères 2 et 3.

ARTICLE 11

CHOIX DU DELEGATAIRE ET SIGNATURE DES CONTRATS

Au terme de la procédure d'analyse et de négociation des offres le cas échéant, l'autorité préfectorale procédera au choix de l'entreprise.

Le contrat de concession ne peut être attribué au candidat dont l'offre a été retenue que si celui-ci produit l'agrément préfectoral visé à l'article R325-4 du code de la route dans un délai de 5 jours calendaires à compter d'une demande écrite en ce sens. S'il ne peut produire ce document, son offre est rejetée, et le candidat éliminé. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire l'agrément préfectoral précité avant que le contrat de concession ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure est reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées ou irrégulières.

ARTICLE 12

CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures seront expédiées par voie postale en recommandé avec accusé de réception à l'adresse suivante : Préfecture du Val-de-Marne, Cabinet/ Direction des sécurités/ Bureau de la réglementation et de la sécurité routières, 21/29 avenue du Général De Gaulle, 94038 CRETEIL Cedex, ou remises contre récépissé au service courrier de la préfecture, ou déposées sur la plate forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

date limite : le 01/04/2019 à 16h00

Le dossier à remettre par les candidats sera placé sous une enveloppe cachetée qui portera la mention « concession de service public fourrière automobile dans le Val-de-Marne NE PAS OUVRIR » et qui contiendra deux enveloppes A et B également cachetées.

- la première enveloppe intérieure A est cachetée et contient les justifications à produire par le candidat conformément à l'article 6.1 du présent règlement de consultation. Elle porte les mentions suivantes :
 - concession de service public fourrière automobile dans le Val-de-Marne
Enveloppe intérieure A
Entreprise « ». Secteur d'activité des CSP de Nogent-sur-Marne et Fontenay-sous-Bois
- La seconde enveloppe intérieure B est cachetée et contient les offres conformément à l'article 6.2 du présent document, elle porte les mentions suivantes :
 - concession de service public fourrière automobile dans le Val-de-Marne
Enveloppe intérieure B
Entreprise « ». Secteur d'activité des CSP de Nogent-sur-Marne et Fontenay-sous-Bois.

L'attention des candidats est appelée sur l'obligation d'indiquer sur les deux enveloppes intérieures leur nom, et le nom du secteur pour lequel ils sont candidats.

L'enveloppe extérieure portera l'adresse et les mentions suivantes :

Préfecture du Val-de-Marne
Direction des sécurités
Bureau de la réglementation et de la sécurité routières
21/29 av du général de Gaulle
94038 Créteil cedex

Appel à candidature pour passation d'un contrat de concession de service
public fourrière automobile

NE PAS OUVRIR

Les dossiers qui seraient déposés après la date et l'heure limite fixées ci-dessus, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus, ils seront renvoyés à leur expéditeur.

ARTICLE 13

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Le service se tient à la disposition des candidats pour leur fournir tout renseignement utile à la présentation de leur candidature, pour autant que la demande de renseignements parvienne quinze jours avant la date limite de dépôt des dossiers. Les renseignements d'ordre administratif et/ou technique peuvent être obtenus via le profil d'acheteur à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

L'autorité concédante communique, au plus tard six jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sollicités en temps utile par les candidats ou soumissionnaires.

L'autorité concédante procédera à l'information des candidats évincés par transmission électronique. Il sera observé un délai de standstill de 11 jours entre la date de la transmission électronique et la date de conclusion du contrat de concession.